L'Abeille de la Nouvelle-Orléans.

BUREAUX : rue de Chartres No 73. NOUVELLE-ORLEANS, VENDREDI MATIN, 11 JUILLET 1879. 52me Année

DUFOUR & LIBERT,
Propriétaires-Editeurs.

NOUVELLE-ORLEANS.
VENDREDI, 11 JUILLET 1879.

VENTES AU PERGAN DE CE JOUR

Fauteuils à Cric, deux leurs salles d'usine, bu-reaux, meubles et bandages.

Les exemptions et les homesteads.

L'ordonnance sur les exemptions et les "homesteads" devant être discutée dans la séance de ce jour, nous croyons opportun de rappeler brièvement les observations que nous avons présentées à diverses reprises, sur cette question.

Il y a un principe inscrit dans le code civil et qui est pour ainsi dire un axiome de droit, c'est que les biens du débiteur sont le gage de ses créanciers. C'est le droit accordé aux créanciers de faire saisir et vendre les biens du débiteur qui est la base du crédit particulier. Supprimez ce droit et vous détruisez le crédit. Comme nous l'avons dit bien souvent, augmentez les garanties et les facilités du créancier pour réaliser son gage, c'est la vraie politique à adopter pour faciliter le crédit et rendre l'argent meilleur marché.

Il n'est, cependant, de règle si absolue qui ne comporte des exceptions. Aux coutumes barbares des anciens temps qui autorisaient le créancier à vendre le débiteur ou à en faire un esclave temporaire jusqu'à ce qu'il eût acquitté la dette par son travail, ont succédé des législations plus douces. La contrainte par corps, reste des traditions d'une autre époque, a disparu de presque tous les codes des nations civilisées. L'exercice du droit de faire vendre les biens du débiteur a été entouré de garanties salutaires et ce droit a été restreint par des exceptions.

On a pensé qu'il était trop dur de dépouiller un débiteur malheureux, au point de le mettre, lui et sa famille, nus et sans abri dans la rue. Des raisons d'humanité, plus puissantes dans l'esprit des législateurs modernes, que le respect dû aux contrats, ont fait admettre des exceptions. La plupart des législations actuelles exemptent de la saisie les effets dont le débiteur et sa famille sont vêtus, la literie nécessaire à leur coucher, les menues provisions destinées à leur alimentation, les outils et livres employés à la profession qu'exerce le débiteur, et pour les gens de campagne, un ou plusieurs animaux. Ces exceptions sont justes et raisonnables et basées sur l'intérêt de la société aussi bien que sur des raisons d'humanité, car il importe à la société que les débiteurs malheureux ne soient pas réduits à l'impossibilité de travailler et de nourrir leur famille, ni poussés par le désespoir au suicide ou au crime.

Aux Etats-Unis, les législateurs ont aussi libéralement étendu les exceptions. Voulant favoriser la colonisation et protéger les petits cultivateurs, presque tous les Etats ont adopté des lois dites de "homesteads" qui exemptent de toute saisie, non seulement une partie des effets mobiliers du débiteur, mais aussi le domaine terrien qu'il exploite, jusqu'à concurrence d'une certaine valeur.

Cette législation des "homesteads" a certainement exercé une influence heureuse sur la colonisation de certains Etats. Elle violait le principe que nous avons rappelé, en vue de considérations politiques et sociales d'un ordre supérieur.

Mais, quand on entre dans la voie des exemptions, il est à craindre qu'en voulant aller plus loin, dans l'intention de faire mieux, on ne nuise à l'objet qu'on a voulu atteindre. Tel a été le cas chaque fois que l'on a étendu au-delà d'une mesure raisonnable, les exceptions en faveur des débiteurs. En enlevant aux créanciers tout moyen de se faire payer des débiteurs qu'on voulait protéger, on fermait tout crédit à ces derniers.

La Convention doit donc, tout en restant dans les traditions libérales, chercher à éviter l'écueil dans lequel sont tombées les législatures du régime radical.

Il l'on veut que les petits cultivateurs obtiennent les avances en nature ou en argent qui leur sont nécessaires pour l'exploitation de leurs terres, il ne faut pas fermer tout recours à celui qui fera ces avances, en ôtant le titre du "homestead" exempté à une somme qui ne laissera plus rien à saisir. Le tort, d'ailleurs, ne doit pas retomber en principe sur le débiteur de mauvaise foi.

Nous espérons que la convention ne voudra pas de vues aussi étroites dans la question qu'elle va avoir à prendre sur l'ordonnance des "homesteads" et des exemptions de saisie.

N.B. Nous avions écrit l'article qui précède sous ce titre avec le vœu le plus ardent de l'ordonnance projetée. Ce vœu n'est pas parvenu depuis, et nous y voyons que l'on propose de fixer la valeur du "homestead" à la somme de DEUX MILLE DOLLARS. Nous espérons que ce chiffre ne sera pas adopté par la convention, car ce serait une mesure funeste à la prospérité de l'Etat. S'il était adopté, on pourrait dire que c'est le mari du crédit agricole. Il n'y aurait plus un capitaliste ni un marchand qui voudrait avancer un dollar à un petit cultivateur. Les auteurs de la proposition l'ont envisagé qu'une des faces de la question, qui est complexe. Exempter deux mille dollars de toute saisie, cela équivaut à supprimer le droit de poursuivre le recouvrement d'une créance.

La commission des levées.

La commission d'ingénieurs du fleuve Mississippi nommée par le Président des Etats-Unis, conformément à la loi récemment votée par le Congrès, doit bientôt s'assembler pour commencer ses travaux et il y a lieu d'espérer qu'elle aura en mesure de présenter un premier rapport dans le cours de la prochaine session du Congrès.

L'adoption du bill présenté par notre représentant, l'honorable E. L. Gibson, avec quelques amendements du Sénat qui porte de cinq à sept le nombre des membres de la commission, a été un grand triomphe pour l'auteur de la mesure.

Le général Gibson a déployé pour arriver au résultat qu'il a obtenu une énergie et une persévérance qui témoignent hautement en faveur de son dévouement aux intérêts de son Etat.

Lorsque le bill est revenu à la Chambre avec les amendements du Sénat, il a provoqué un discours dans lequel il a admirablement résumé les arguments précédemment développés par lui, et il a fallu adopter le bill avant l'ajournement. Voici quelques extraits de ce discours :

Le Mississippi est un fleuve national, la plus grande artère commerciale du monde. Et, cependant, tandis que le gouvernement fédéral a fait, avec une libéralité sans limite, des dépenses pour nos côtes de l'Océan et nos lacs et rivières du Nord, il n'a rien fait pour notre grande mer intérieure. Vous avez dépensé des sommes énormes pour les ports et les défenses sur nos côtes de l'est et vous entretenez une marine pour protéger notre commerce extérieur pour toutes les mers. Vous avez établi des ports d'abri et des jetées sur les lacs au prix de millions de dollars. Vous avez dépensé dix millions pour réunir les rivières Wisconsin et Fox et quatre millions et demi pour construire un canal contournant les rapides des Des Moines.

Je ne cite que ces quelques exemples. Je crois que chaque dollar ainsi dépensé ajoute à la richesse, au confort et au bonheur du peuple américain. Mais pourquoi cette différence faite, bien sciemment, injustement et avec intention, au préjudice du Mississippi inférieur, de Cairo à la Nlle-Orléans, une distance de mille milles, ce qui fait deux milles de côtes sur notre mer intérieure, dont le commerce dépasse actuellement en valeur tout le commerce extérieur ? Ce n'est que depuis trois ans que nous avons pu obtenir une certaine profondeur d'eau à l'embouchure. Il a fallu expériences sur expériences pour qu'on arrivât à adopter un plan qui a réussi.

Depuis trente ans nous avons vainement lutté contre le fléau du fleuve avec des différences en apparence aussi invincibles que celles qui barraient la carte. Qu'elles sont-elles ?

D'abord, les rapports officiels montrent que pendant plusieurs mois de l'année il devient impossible de naviguer et de chaloupes ferment la navigation du fleuve aussi efficacement que si des barrages artificiels étaient construits en travers du chenal.

En second lieu, les rapports officiels montrent que pendant les autres saisons, la navigation, bien que non gênée, n'atteint pas à moitié sur son cours. Le rapport des ingénieurs montre que ces causes engagent le chenal lui-même, et les villes de Vicksburg, Vidalia et Natchez sont menacées d'être entièrement séparées du chenal principal du fleuve, et à moins que quelque chose ne soit fait pour corriger le cours du fleuve, ces villes florissantes deviendront des villes intérieures sur quelque lac tranquille, sans communications avec le fleuve.

Dans ces saisons, les plus grands bateaux à vapeur sont quelquefois détournés et souvent retenus, plusieurs jours par les chenaux extraordinaires qu'ils rencontrent, mais l'innombrable flotte de petits bateaux, barges, chalands qui ne marchent qu'avec le courant sont à sa merci et sont quelquefois portés dans les bois, et n'y échappent ou sont détruits dans les tourbillons ou contre-courants.

La nuit et dans les temptes il n'y a aucune protection. On calcule que les petits extraordinaires imposent une taxe d'au moins dix millions annuellement sur l'augmentation des frais d'emmagasinage seule.

L'orateur termine en disant que la compagnie fera connaître le meilleur plan pour donner une eau profonde en toute saison à la navigation et empêcher ces inondations ruineuses pour le pays et pour le commerce sur un fleuve qui porte les produits de la grande vallée aux marchés du monde.

Le Lieutenant Carey devant une cour martiale.

—Une dépêche du Cap, datée du 17 juin, dit :

La cour d'enquête assemblée dans le but d'examiner la conduite du lieutenant Carey, qui commandait la partie d'échelon qui passa le prince Louis-Napoléon en mission de mort, déclare que le lieutenant n'avait pas compris la position qu'avait vis-à-vis de lui le prince et qu'il ne savait pas qu'en acceptant l'offre qui lui était adressée il exposait sa vie à une mort certaine. Mais une surveillance spéciale est exercée sur le lieutenant à la veille d'une expédition qui devait être définitive. Sérait-ce le même individu qui serait en train de renouveler ses expériences à Lyon. Si cela est, nous avertissons les lyonnais de se méfier de l'escamotage.

Il n'est bruit sur la place de Lyon, en ce moment, dit le *Salut public*, que de la découverte d'un fil de fer qui, après des préparations chimiques qui le font, deviendrait, sous le rapport de la finesse, du brillant, de l'élasticité, tout à fait propre à remplacer la soie ; si bien que ce fil méritérait le nom de simili-soie. Le côté vraiment surprenant de cette découverte, c'est que l'inventeur aurait trouvé le moyen de réduire les déchets de soie en une bouillie dans laquelle ce fil de fer est trempé et se revêt d'une enveloppe soyeuse. Nous avons vu des échantillons, qui nous paraissent stupéfiants ; on a sous les yeux un textile nouveau : le lin a disparu, et il ne reste plus qu'un fil de soie brillant et très résistant.

L'amitié après la divulgation de cette découverte, il n'est formé, à Lyon, une Société au capital de six millions, sur laquelle trois millions d'actions ont été réservés à l'inventeur, qui est de Paris. Si l'invention tient toutes ses promesses, c'est une révolution dans la fabrique lyonnaise.

Vins de la Californie.

—

Le Consul général d'Autriche qu'il vient de recevoir un fort bel assortiment de VINS ROUGE, sans addition ni eau-de-vie, ni sucre.

Ainsi que :

VIN BLANC,
MUSCAT,
PORT,
SHERRY,

Angelica et Cognac de la Californie ;

qu'il vendra au plus bas prix. Echantillons.

On trouvera chez lui un assortiment de grosses bouteilles, différentes qualités, d'une Caisse garnie et marquée, toute prête à être expédiée.

A. H. FOUCHE,
11 juil—6f 12 rue Royale.

Dissolution de société.

La société jusqu'ici sous le raison de GERARD & GIBERT est dissoute par le décès de M. GERARD. Le soussigné a été autorisé à liquider les affaires de la maison, d'après ordre de la 1ère Section Cour de District pour la Paroisse d'Orléans.

P. G. GIBERT,
Liquidateur.

Nlle Orléans, 10 juillet 1879.

N'en référant à ce qui précède le soussigné annonce qu'il continuera les affaires de l'ancienne société et de la maison en son propre et privé nom et pour son propre compte au No. 49 de la rue Carondelet.

P. G. GIBERT.

11 juillet—6f.

Le soussigné fait l'honneur d'annoncer à leurs amis et au public en général qu'il est transporté son bureau de No. 61 rue Bourbon au No. 73 rue Chartres, où on le trouvera.

Nlle-Orléans, 10 juin 1879.

COURTNEY A. DUCHESNE.

1er juil—1m 77 Chartres.

Pour Bordeaux,

Le beau steamer anglais

COLUMBUS,

Capitaine P. C. KNUDSEN,

Partira pour le port de destination du 8 au 15 août.

Les prix du passage et la date précise du départ seront donnés ultérieurement.

S'adresser à

J. B. CAMUSS & Co., Consignataires,
No 61 rue Tchoupitoulas,

Ou à A. B. FRENCH, agent
Quai—3f 26 rue Union.

MAÏS PUR JAUNE DE CHOIX STRICT.

500 TONNES.

Ce Maïs a été soigneusement choisi pour l'exportation aux Etats, un essai de Douane du trois hectolitres et demi "nine acting heavy", en hydrocarbonate nouvellement et prêt pour l'embarquement immédiat.

A vendre par

JOHN H. HANNA.

Quai—6f

CHAUX

Chaux de l'Alabama,

Du dépôt de Chaux Chapman, Vernon-ville, Ala., et la vente pour la Nlle-Orléans est faite par

H. MAYER,
No 50 rue Bayou.

NATTES,

NATTES.

Nous sommes prêts à offrir un assortiment très complet de NATTES venant d'être reçues.

D. H. HOLMES

134 rue du CANAL, et
16 rue BOURBON.

Lagniappe—6f

J. LEVOIS

126, RUE DU CANAL 126.

Par suite de la mort de notre cher J. LEVOIS et de la nécessité d'une liquidation rapide de ses intérêts dans le marché, nous offrirons à partir de

Lundi, 23 courant

notre stock fort et bien assorti de

MARCHANDISES IMPORTÉES ET DU PAYS

à des prix tellement réduits que la vente rapide en est assurée d'avance.

Les clients de la maison et le public sont respectueusement priés de venir examiner nos marchandises et nos prix.

Signé—6f

Huile d'Olive de Placniol de Jumes.

La médaille d'Huile d'Olive de Placniol de Jumes, à extra-virginal, a été décernée à Paris en 1878 et la Prime Médaille d'Honneur à Philadelphie en 1876.

Les médailles d'or, prime, plaque vermeil de la Société de Agriculture, de Marseille, avertissent le public de la supériorité de ce produit sur tous les autres.

Dépôt chez MASSICOT & RIQUET,
27 et 29 rue Decatur.

G. PITARD,

SUR LE QUAI DU CANAL.

Importateur de quincaillerie et de peinture.

Agent du Blanc de Céruse de Lewis

Quais à flot,
Fabrique de Céruse,
Fabrique de Couleurs préparées pour
Peinture,
Fabrique de Couleurs en poudre,
Fabrique de Couleurs à l'huile,
Fabrique de Couleurs en pâte,
Fabrique de Couleurs à l'eau,
Fabrique de Vernis,
Fabrique de Blanc de Zinc,
Fabrique de Blanc de Plomb,
Fabrique de Blanc de Céruse,
Fabrique de Blanc de Céruse,
Fabrique de Blanc de Céruse